

Crise dans le secteur Education

La nouvelle interpellation de Faustin Boukoubi

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Profitant de la célébration du 49e anniversaire du Parti démocratique gabonais (PDG), dont il est le secrétaire général, Faustin Boukoubi, a évoqué la situation préoccupante que connaît le secteur de l'Education depuis plusieurs mois. Occasion pour lui de prôner "un renouement du dialogue entre l'Etat et les enseignants", en vue de sauver l'année scolaire menacée par une grève qui n'a que trop duré et qui, si rien n'est fait, expose ce secteur à une "année blanche" préjudiciable à notre pays. Le tout est sans doute de savoir ce qui pourrait constituer le contenu des négociations entre les différents acteurs, à quelques jours de l'expiration des délais fixés par les syndicats, le 20 mars prochain.

LA célébration, dimanche dernier, du 49e anniversaire du Parti démocratique gabonais (PDG), a été essentiellement marquée par la cérémonie qui a eu lieu au Jardin botanique de Libreville. Un moment récréatif, s'il en est, caractérisé par l'animation militante des groupes socioculturels de l'Union des femmes du PDG (UFPDG). En plus de cet aspect festif, c'était également l'occasion pour la hiérarchie du parti au pouvoir de livrer des messages non seulement sur le fonctionnement du parti, mais aussi sur plusieurs sujets d'actualité tant nationale qu'internationale. Cette fois encore, Faustin Boukoubi, le secrétaire général du PDG, n'a pas dérogé à la coutume. Loin s'en faut. Il s'est même montré incisif sur certaines questions, attirant vivement l'attention du gouvernement sur plusieurs dossiers qui préoccupent et intriguent sérieusement les populations gabonaises. Entre autres, la crise qui secoue le secteur de l'Education nationale, les inondations à Libreville, les querelles entre le gouvernement et la SEEG, etc. De toutes ces questions, il est évident que la situation qui prévaut depuis plusieurs mois dans le secteur de l'Education demeure celle qui marque davantage les esprits. En ce sens qu'elle concerne un secteur sensible et combien important qui implique presque tous les pans de la société gabonaise : l'Etat, les enseignants, les élèves et leurs parents. C'est sans doute ce qui a conduit le député de Pana à revenir sur ce sujet qui angosse de plus en plus les élèves et leurs parents, tous frappés par le spectre d'une année blanche. Surtout au regard du bras de fer observé entre le gouvernement et les syndicats de ce secteur.

"La situation particulièrement préoccupante préva-



Photo : Aristide Moussavou

L'appel pertinent du secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi, sera-t-il entendu par tous les acteurs du secteur Education ?



Photo : l'union

Le ministre de l'Education nationale, Florentin Moussavou, gère une crise presque inédite dans le secteur.



Photo : Mouniemou

Le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, accordera-t-il une oreille attentive à l'interpellation du secrétaire général du PDG ?



Photo : l'union

Les membres de la Conasysed réclament le départ du ministre de l'Education comme condition pour l'ouverture des négociations avec le gouvernement.



Photo : Benjamin Pendi

Les élèves n'ont qu'un souhait : que la sérénité revienne pour éviter une année blanche !

lant de manière récurrente dans le monde de l'Education interpelle nos consciences", a dit le secrétaire général du parti au pouvoir. Et d'ajouter : "Que tout soit mis en œuvre, en vue d'apporter davantage de solutions durables aux problèmes qu'il convient de sérier selon leur nature : à court, moyen ou long termes." Non sans prôner, une fois encore, le dialogue entre les différentes parties. "Dans tous les cas, a dit Faustin Boukoubi, il convient de renouer humblement les fils du dialogue entre l'Etat et les enseignants, avec la bienveillance des parents d'élèves".

Dans le même ordre d'idées, la deuxième personnalité du PDG a également lancé un message à l'endroit des syndicats : "Aussi, a-t-il déclaré, implorons les enseignants une fois de plus à faire preuve de patriotisme et à privilégier l'avenir des enfants, ces êtres innocents, dont leur vocation est d'éduquer".

Selon lui, "toute propension au laisser-aller dans ce secteur risquerait d'engendrer des contagions et des conséquences préjudiciables".

Tout en saluant l'initiative de la hiérarchie du parti au pouvoir d'appeler au dialogue le gouvernement et les autres acteurs impliqués dans ce dossier, nombre d'observateurs estiment qu'il faudra maintenant savoir ce que l'on peut mettre dans ce dialogue désormais plus que nécessaire. Cela, non seulement par rapport au risque d'enregistrer une année blanche, difficilement inévitable après le 20 mars prochain, aux dires des enseignants, mais surtout dans le souci de rassurer les élèves et leurs parents, que

tout sera mis en œuvre pour qu'il retrouve sereinement le chemin de l'école.

DERNIERE CHANCE • A ce niveau, d'aucuns avancent que dans la perspective de ces négociations de la dernière chance, il faudra, entre le gouvernement et les enseignants, "un échange sincère, franc et emprunt de confiance mutuelle". Chaque partie devant éprouver la bonne foi de l'autre. Ce sera donc l'occasion pour le Premier ministre Issoze Ngondet et les siens, tout en déclinant sans langue de bois la situation difficile de nos finances publiques, de proposer aux partenaires sociaux ce que peut faire le gouvernement à court terme, ce qu'il peut faire à moyen terme, et ce qu'il peut faire à long terme. Il s'agira aussi de dire ce que le gouvernement ne peut pas faire du tout et pourquoi.

A partir de là, il serait aussi important pour le gouvernement de donner un gage pour rassurer les enseignants qu'il tiendra parole, ne serait-ce qu'en ce qui concerne ce qu'il peut faire à court terme. Dès lors que ce pas est franchi, estiment certains observateurs, les enseignants seront mis devant leurs consciences, sous le regard des élèves, de leurs parents et de la communauté nationale. Et si, après un gage de l'Etat, les enseignants ne lâchent pas du lest, ils porteront alors, tous seuls, la responsabilité d'une année blanche au Gabon. Pour le moment, à quelques jours du 20 mars, la date butoir arrêtée par les syndicats pour que le gouvernement renoue le fils du dialogue,

comme le souhaite également le secrétaire général du PDG, le moins que l'on puisse dire ici, c'est que les élèves et leurs parents ont désormais

les regards tournés vers le gouvernement et les syndicats des enseignants. Malheureusement, le temps qui passe ne tourne en fa-

veur d'aucune partie. Par rapport à cela et vu l'urgence, l'humilité prônée par Faustin Boukoubi, a ici tout son sens.

Spécialiste Principal en Marchés Publics

**Contrat de 3 ans
Lieu : Libreville
Recrutement local**

Le Groupe de la Banque mondiale désire recruter un spécialiste en marchés publics, pour le bureau de pays de la Banque mondiale à Libreville, en République du Gabon, pour contribuer aux priorités de son unité Solutions et Innovations en Passation de Marchés Publics (SIP). Le spécialiste en marchés publics fera partie d'une équipe dynamique de spécialistes travaillant au sein de SIP, la plupart de ces spécialistes sont en poste dans les bureaux de pays du Groupe de la Banque mondiale et le reste au siège à Washington, DC

Thèmes clés de l'unité Solutions et Innovations en Passation des Marchés (SIP)

- Fournir des conseils techniques sur les activités fiduciaires de marchés publics et mener à bien le dialogue avec les pays clients sur la politique nationale des marchés publics ;
- Aider les pays clients à optimiser leurs ressources dans les marchés publics afin d'améliorer la mise en œuvre des services ainsi que les résultats de développement avec intégrité ;
- Créer l'espace nécessaire à l'innovation en matière de passation des marchés publics et de gouvernance ;
- Établir des processus proactifs pour identifier et déployer des connaissances pour résoudre des problèmes spécifiques et améliorer les résultats de développement dans les pays clients ;
- Faciliter et promouvoir l'adhésion à des plateformes globales visant à partager les connaissances et les pratiques à travers le monde.

Description du poste, critères de sélection et application électronique

Le candidat retenu doit être titulaire d'un Mastère (Bac + 5) ou d'une qualification équivalente pertinente pour ce poste et avoir au moins 8 ans d'expérience pertinente dans la conduite de tâches techniques dans la passation des marchés et la gestion des contrats. Pour la description complète du poste, les critères de sélection et les compétences requises, les candidats sont invités à consulter l'adresse www.worldbank.org/careers. Cliquez sur > Offres d'emploi actuelles > poste 00030126 La Banque mondiale est résolue à atteindre la diversité de genre, de race, de nationalité, de culture et d'éducation. Les personnes handicapées sont également encouragées à présenter une demande.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés